



CANNABIS SANS FRONTIÈRES
(ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE)
MOUVEMENT POUR LES LIBERTÉS

Jeudi 21 janvier 2010

Communiqué N°30 :

Tolérance "Double zéro", quand les démagogues ont la parole.

Les réactions de deux ministres du gouvernement, Mmes Péresse et Jouanno, actuellement candidates en campagne en Ile-de-France pour les élections régionales de mars prochain, sont consternantes et scandaleuses. Cannabis Sans Frontières dénonce ces propos démagogiques.

Primo, elles annoncent "un plan de tolérance zéro contre la drogue dans les lycées", si l'UMP renversait la majorité actuelle lors du scrutin le 14 mars.

On ne peut que s'étonner de constater que des responsables gouvernementaux ignorent les compétences des conseils régionaux. Car les problèmes de sécurité comme les problèmes de drogues sont de la responsabilité de l'Etat, dans les établissements scolaires ou à proximité de ceux-ci, c'est-à-dire du ministère de l'Education nationale, de la Santé ou de l'Intérieur.

Deuxio, Mme Jouanno a dit "Je demande alors à MM. Le Guen et Bertrand Delanoë (maire PS de Paris) de me prouver quelle serait l'efficacité d'un dispositif qui conduit à parquer les toxicomanes, sous prétexte de leur fournir une faible prise en charge médicalisée".

Il est tout à fait déplorable de minimiser ainsi une "prise en charge médicalisée" et à l'instar du parlement allemand, nous invitons les parlementaires français à légiférer pour permettre la distribution contrôlée d'héroïne et d'opium, pour toutes les personnes dont la vie est en équilibre fragile.

Tandis que le « ghetto junky » (parc à toxico) demeure dans la rue et se déplace au gré des opérations policières, pour répondre aux ministres-candidates, les listes Cannabis Sans Frontières proposent que le Conseil Régional soutienne des initiatives portées par des associations citoyennes, comme celles qui proposent d'ouvrir des salles de consommation à moindres risques liés à l'usage de drogues. Cela correspond à la mise en oeuvre de programmes expérimentaux de santé publique, qui peuvent être négociés avec les pouvoirs publics en toute légalité...

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <csf2009@free.fr> ; <http://cannabissansfrontieres.org>

Dans nos propositions, nous ajoutons d'autres voies à explorer, dont le Conseil régional pourrait soutenir l'initiative, comme celle du développement d'un éco-lieu entièrement dédié aux thérapies alternatives, voire au développement de villages/communautés thérapeutiques. Dans ce type de structure, nous entendons proposer un soutien médical pour les personnes atteintes de maladies graves ou pas, notamment celles qui recourent au cannabis pour se soigner.

Nous relevons que les pouvoirs publics sont lents à s'adapter aux réalités du phénomène de la consommation de drogues licites et illicites. Et depuis quarante ans, ils ont l'imprimatur des politiques gouvernementales successives, totalement hypocrites puisqu'elles ignorent les résultats d'études scientifiques pour des considérations morales et hygiénistes. Les responsables gouvernementaux abusent toujours d'arguments lénifiants comme « la drogue c'est mal » pour maintenir un système qui marche sur la tête ; mais sont-ils tous si vertueux pour oser donner ce type de leçon ?

Il faut changer de politique en matière de drogues, car c'est la liberté individuelle qui est menacée au quotidien, de manière arbitraire et discriminatoire (contrôles principalement au faciès). Singulièrement, ce sont les jeunes, les personnes vivant en marge de la société, les travailleurs précaires vivant de l'intérim ou des prestations sociales, les résidents étrangers ou d'origine étrangère qui subissent le plus durement la répression, tandis que de nombreuses autres catégories sociales semblent totalement épargnées !

Mmes Jouanno et Péresse entendent nous bernier avec la « tolérance zéro » importée des Etats Unis, alors que le président Barack Obama a très récemment reconnu « qu'on ne peut être en guerre contre sa propre population ».

Au cours des prochains mois, Cannabis Sans Frontières développera plusieurs initiatives : autour du Secours vert et de la pétition pour la légalisation du cannabis thérapeutique, pendant les élections régionales avec des listes partout où elles seront constituées, avec la Commission d'enquête citoyenne sur la loi de 1970.

Il est temps d'en finir avec des lois répressives, inefficaces et nuisibles dont le seul intérêt est de vouloir faire croire à une domination du problème, ce qui est loin d'être le cas.

2010 année du cannabis.

Contact Presse : Farid / 06 14 81 56 79

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <csf2009@free.fr> ; <http://cannabissansfrontieres.org>